

LES PAYSANS, PRÉCURSEURS DE LA RÉVOLTE FRANÇAISE ! (ARRAS 2026)

65 min · Les Patriotes

Mesdames et Messieurs, chers amis, bonjour à vous tous. Merci d'être présents.

Nous allons parler de la révolte paysanne, de ses causes, de ses chances d'aboutir, mais aussi de la réponse apportée par le pouvoir politique lorsque cette colère devient incontrôlable.

Pendant longtemps, trois professions étaient capables de faire véritablement reculer un gouvernement. Les mineurs, les routiers et les paysans. Je ne parle pas simplement de faire grève ou de défilé pendant quelques heures sur un parcours autorisé.

Je parle de créer une véritable fronde d'interrompre le fonctionnement normal du pays. Il ne reste aujourd'hui que les paysans. Ils disposent encore de leurs tracteurs, de leurs implantations territoriales, d'une capacité de blocage et d'une légitimité particulière. Ils nourrissent la population.

Sont-ils suffisamment nombreux, unis et déterminés ? Ou leur colère est-elle désormais encadrée, divisée, puis neutralisée ? En décembre 2025, au bord de Surarize, en Ariège, la découverte d'un cas de dermatose modulaire contagieuse a entraîné la décision d'abattage de plus de 200 bovins. Nous

nous demanderons donc comment un gouvernement en arrive à envoyer des forces de l'ordre contre ceux qui nourrissent le pays. Nous élargirons également notre réflexion aux pompiers et aux gilets jaunes. Car derrière ces événements apparaît une même question. Lorsque le pouvoir n'entend plus la colère sociale, finit-il par utiliser les forces de l'ordre pour ne pas avoir à y répondre publiquement ? Pour débattre, j'ai le plaisir de vous présenter mes invités. La première est professeure des écoles titulaires d'une formation en biologie animale et référente de l'Ariège. Elle a vécu l'assaut des gendarmes dans son département. Elle nous le racontera. Vous pouvez applaudir Adeline Gier Bonini.

Vous le reconnaîtrez à son bonnet jaune qu'il ne porte pas aujourd'hui exceptionnellement. Il intervient à chaque manifestation des patriotes. C'est un vrai patriote. Il est là pour défendre le monde rural. Il est paysan serré - l'allié. Je vous demande d'applaudir Alexandre Pat.

Elle est retraitée de l'éducation nationale. Elle a grandi dans le monde de l'agriculture puisque ses parents étaient eux-mêmes agriculteurs. Elle est référente du lot, Madame Anne-Marie Cousteau.

Deux ?

Oui. Et enfin, celui que l'on ne vous présente plus tant son visage est connu des patriotes et fidèles participants des Assises de la Souveraineté d'Arras, Monsieur André Bercoff.

Merci. Alors, en décembre 2025, au bord de Surariz, en Ariège, la découverte d'un cas de dermatose modulaire contagieuse a entraîné la décision de battre plus de 200 bovins. Des centaines d'agriculteurs et de sympathisants ont tenté de s'y opposer. Pour faire appliquer cette décision préfectorale, un dispositif considérable a été engagé. 300 gendarmes, 4 escadrons de gendarmerie mobile, des véhicules blindés sans tort, un hélicoptère. Les autorités ont expliqué qu'elles devaient

appliquer un protocole sanitaire et garantir l'ordre public. Les agriculteurs ont vu, eux, l'anéantissement du travail de toute une vie et une démonstration de force destinée à briser leur résistance. Je vais me tourner vers Adeline, qui a vécu cet assaut d'une violence indescriptible. Adeline, peux-tu nous raconter ce que tu as vécu ce jour-là et comment tu l'as vécu ?

Bonjour à tous.

Moi, j'ai vécu cette journée de façon très violente.

Je me suis sentie en état de guerre, donc c'était à côté de chez moi.

Nous sommes dans un territoire où il y a beaucoup de solidarité, donc on se connaît tous. Tous les gens de la région se sont mobilisés et les gens venaient même d'autres départements.

On a attendu 36 heures.

Ça a duré 36 heures. Au début, c'était très long parce que les forces de l'ordre étaient bloquées parce que tous les agriculteurs avaient creusé avec la pèteuse dans la route. On avait coupé les arbres, malheureusement, mais bon, pour la bonne cause.

Il y avait des gros ballots de paille auxquels les agriculteurs avaient mis le feu. Ça a été très long. Moi, j'y ai été depuis 6 heures du matin. Ils sont arrivés 12 heures plus tard. Ça a duré jusqu'à minuit. Il y avait vraiment une ambiance de guerre, de tactique des deux côtés.

C'était très impressionnant de par le nombre aussi de véhicules, des forces de l'ordre. Ce qui nous faisait peur, c'était vraiment la disproportion qu'il y avait pour venir abattre de 200 vaches. Surtout, on ne comprenait pas ça du tout. On ne comprenait pas cette décision. Ce n'était pas du tout légitime d'une violence inouïe.

Donc, au fur et à mesure,

les gendarmes avançaient. Quand il y avait des voitures qui gênaient, ils les mettaient dans le bas-côté.

Après, ils ont été renforcés par un hélicoptère.

Il y a des gendarmes qui ont mis le casque. Oui, c'est ce que je voulais te demander. Il y a des informations qui ont circulé selon lesquelles plusieurs gendarmes auraient refusé d'intervenir. Alors, moi, j'étais avec Kyria. Oui, j'étais avec Kyria. Kyria m'a dit que, bon, après son discours, des gendarmes ont mis effectivement le casque au sol. Et c'est à partir de 10, 20 minutes après, c'est là que les hostilités ont commencé. Et où ils ont commencé à avancer, à gazer. Et nous, on était obligés de battre en retraite. Il faut vraiment voir comme une guerre. Il y avait des gros ballots de paille qui étaient en feu.

Des camps de résistement. Il y avait vraiment plusieurs points. Et l'avancée était terrible. Moi, j'ai des patriotes

qui ont été blessés par des grenades et qui ont reçu des morceaux de métal dans les jambes. Ceux-ci m'ont dit qu'ils ne sont pas allés non plus aux urgences parce qu'il y avait des policiers civils qui attendaient 4 hommes devant les urgences. Donc ils ont dû partir. Et ce n'était pas le seul à avoir vécu cette expérience. Donc on voit jusqu'où ça peut aller, la pression policière. Donc du coup, il s'est fait soigner par d'autres personnes.

Voilà, ça a été très violent. Je suis vraiment choquée. On se pose la question, mais pourquoi ? On ne comprend pas, en fait. C'est vraiment... Ça devait être, je pense, très violent. Très violent aussi pour l'éleveur qui a vu mourir devant ses yeux 200 de ses bêtes, uniquement alors qu'elle n'était très certainement pas malade. Et je pense qu'humainement, ça doit être quelque chose de dramatique de vivre un moment comme celui-là quand on est éleveur. Alors, non seulement ça touche beaucoup l'éleveur. Moi, ce que j'ai vécu aussi, c'est quand ils sont arrivés, ils n'ont pas hésité à gazer la ferme. Donc, on attendait les vaches beuglées. Il y avait un cheval dans le pré, ils couraient, affolés. C'était vraiment... Le chien qui aboyait, tous les animaux étaient vraiment effrayés. C'était vraiment... J'avais vu les vaches, j'étais montée. J'avais vu les vaches avec même les gestantes. Je savais qu'ils ne naîtraient même pas. Ces veaux -là n'ont même pas vu le jour. C'est vraiment... Quand on aime les animaux, on a un minimum d'humanité. On se demande comment c'est possible. Savoir que ce sont ce genre de personnes qui nous gouvernent, ça fait peur. Ce qu'on peut faire aux animaux, on peut le faire aux humains.

Anne -Marie, je me retourne vers toi, toi qui es du monde agricole aussi. D'après toi, est-ce que cette attaque, est-ce que cette intervention était -elle proportionnée ? Est-ce qu'elle était -elle justifiée et proportionnée ? Oui, alors, bonjour à tous.

Effectivement, la grande armada que nous avons vue à la ferme des Arises et les effectifs qu'il y avait et le matériel qui a été déployé, c'est évident que c'est totalement disproportionné par rapport à la nécessité. En fait, il y avait même des engins qu'on pourrait presque qualifier d'engins de guerre, ou en tout cas d'engins comme le Centaure, qui est un engin prévu pour la répression des émeutes urbaines. Et on est très étonné, d'ailleurs, que lors des émeutes urbaines, on ne les voit pas, ces engins. On ne voit pas non plus...

Voilà, on ne voit pas non plus tous ces escadrons de gendarmes mobiles. On ne voit pas tous ces gendarmes. Et là, on le voit... Il faut rappeler le contexte, quand même. Deux paysans qui sont pacifiques, qui ne sont même pas armés, qui défendent... qui défendent leur gagne-pain tout simplement. Et puis une foule de gens qui viennent pour les soutenir et qui sont eux-mêmes tout à fait pacifiques, qui ne représentent aucun danger. C'est totalement disproportionné. Et puis moi, il y a quelque chose qui m'a frappée quand même dans une autre intervention des vétérinaires et des gendarmes, dans une autre ferme d'ailleurs de la Riège, la ferme de Christelle Recor. Cette fois-ci, c'était pour une vaccination forcée. Il y a un détail qui m'a frappée, c'est quand l'avocate de Christelle Recor arrive en brandissant une lettre du juge des Libertés qui dit que... Bon, vous savez, elle avait déposé un référé pour obtenir un moratoire sur cette décision. Eh bien, elle avait une lettre du juge des Libertés qui disait que la décision allait intervenir incessamment. Et donc, normalement, il aurait fallu arrêter les opérations en attendant que la décision du juge tombe, quoi. Eh bien non. Les gendarmes ont écarté l'avocate, là, maître Diane Prota, qui est très courageuse et qui défend vraiment et que nous pouvons applaudir parce que franchement... Voilà.

Et ils l'ont tout simplement écarté d'un geste comme ça. Et puis, les vétérinaires, ils ont continué leurs opérations. Là, ils ont foncé comme des machines et ils ont... Comme si de rien n'était, comme si cette intervenante du système judiciaire n'existait pas. Et ils ont continué à vacciner les petits veaux. C'était extrêmement choquant. Alors, moi, il y a une chose que je voudrais dire. Dans un État de droit et particulièrement dans une démocratie comme la France est supposée être, il y a un principe qui est intangible, qui est sacré. C'est la séparation des trois pouvoirs. Or, les trois pouvoirs, c'est -à-dire législatifs, exécutifs et judiciaires. Or, on voit que le pouvoir législatif, eh bien, c'est simple. Nos députés, nos sénateurs, là, bon, ils sont totalement en dessous de ce qu'on serait en droit d'attendre d'eux parce que, tout simplement, on leur offre des avantages financiers, en nature, etc. Bon, voilà. Pouvoir législatif neutralisé. Le pouvoir judiciaire, bon, chacun en pensera ce qu'il

voudra. Je n'épiloguerai pas. Mais on voit bien que quand un juge n'est pas d'accord, eh bien, il est déplacé ou il subit des sanctions administratives. Donc, pouvoir judiciaire. Et puis, quand une avocate intervient pour soutenir des gens du peuple contre une décision injuste, eh bien, on les écarte. Voilà. Voilà. Et qu'est-ce qui reste ? Si

on écarte le pouvoir judiciaire, le pouvoir législatif, qu'est-ce qui reste ? Il reste le pouvoir exécutif. Et le pouvoir exécutif, quand il ne rencontre pas d'obstacle devant lui, quand il n'y a plus de contre-pouvoir, eh bien, il est en roue libre. Et là, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des dérives autoritaires. Vous savez, les Américains disent qu'il y a deux types de pouvoirs. Il y a le soft power, c'est-à-dire le pouvoir doux, celui qui est par la persuasion, par la propagande et par l'argent.

Et puis, il y a le hard power, c'est-à-dire le pouvoir dur, celui qui est de la répression par les forces de l'ordre et l'armée. Eh bien, on a l'impression qu'en France, on est en train de glisser progressivement vers une société où il y a un pouvoir, où on utilise le soft power pour les élites. Parce que dans une vraie dictature, les députés qui sont dans l'opposition, ils sont arrêtés, ils sont emprisonnés. Mais là, ce n'est pas le cas.

Donc, pour les élites, on réserve le soft power, le pouvoir doux. Et pour le peuple, c'est le hard power, c'est-à-dire le pouvoir dur, la répression. Donc, on est dans une espèce de dictature hybride qui ne dit pas son nom. Mais à force de mettre l'étouffoir comme ça sur les colères, eh bien, ce qui va se passer, c'est qu'il va y avoir une situation explosive.

Tu as employé le mot de dictature. Je pense qu'en Ariège, on avait l'impression sûrement d'être sous une dictature, vu la force à laquelle la répression a été maîtrisée. On n'était pas du tout écouté. Les premiers concernés ne sont pas écoutés, les agriculteurs. Je me tourne maintenant vers Alexandre, qui appartient à un syndicat paysan.

Cher Alexandre, penses-tu que les agriculteurs ont encore conscience de leur puissance collective, surtout leur puissance collective, et sont-ils capables de bloquer durablement le pays ou seulement d'organiser quelques journées symboliques ? Oui. Bonjour à vous tous. Merci beaucoup. Je suis toujours aussi fier de venir ici aux Journées des Patriotes. Alors, deux choses avant de répondre à ta question. Déjà sur ce qui s'est passé en Ariège, je vais rentrer plus un petit peu dans la technique. Débordent la dermatose modulaire. Il faut savoir que c'est une maladie qui se soigne.

Dans des pays du monde entier, il y a eu déjà la dermatose modulaire contagieuse et elle s'est très bien soignée. Il n'y a qu'en Europe et en France, surtout, qu'on lave plus blanc que blanc et qu'on oblige à abattre les troupeaux. C'est très important. C'est une maladie qui se soigne. La quarantaine, ça existe depuis des lustres. Donc on peut aussi mettre les troupeaux sous quarantaine. Non. L'État en a décidé autrement. Madame Gennevard, qui ne sait pas faire la différence entre un bœuf et un taureau, elle a le droit de vie ou de mort sur des troupeaux entiers. C'est une vraie honte et un véritable scandale. Donc après, c'est une maladie qu'on peut éventuellement vacciner. Mais vacciner, on ne sait pas trop avec quoi. On sait très bien avec le Covid. Qu'est-ce qui s'est passé ? Derrière, la rendre obligatoire, cette vaccination. Non. Les propriétaires, les éleveurs, s'ils veulent vacciner leurs troupeaux, très bien. Mais pas obligés, comme on l'a encore vu dernièrement à la ferme de Gaïa, à 5h30 du matin, on vient vacciner les bêtes. C'est un véritable scandale. Derrière ça, il y a aussi toute une génétique qui disparaît. Derrière, l'éleveur, ça fait des dizaines et des dizaines d'années qu'il crée la génétique de son troupeau. Tout est perdu. Alors l'État dit oui, on indemnise. Je vais vous dire,

l'indemnisation, ça tourne entre 1 500 et 2 500 euros par bête. Aujourd'hui, un troupeau à reconstituer, parce qu'on ne trouve pas des vaches et des taureaux comme ça partout, parce que les

éleveurs, eux, ils ne se séparent pas forcément de leurs bêtes. S'ils se séparent de leurs bêtes, ils veulent les vendre correctement. Donc aujourd'hui, un troupeau à reconstituer, ça coûte entre 3 000, 5 000, voire même 6 000 euros pour des très belles bêtes. Donc en réalité, l'éleveur se trouve terriblement pénalisé. Donc c'est ça que je voulais ajouter là-dessus, sur cette affaire en Ariège. Et malheureusement, il y a bien d'autres départements qui sont touchés. La coordination rurale s'est alignée avec la FNSEA sur le fait de la vaccination. Il y a beaucoup de paysans de base qui ne sont pas d'accord. C'est une décision syndicale, la base se range toujours derrière les dirigeants. Alors pour revenir à ta question sur les syndicats, pour faire un petit historique, les syndicats agricoles, c'est 1945 que ça a été commencé à créer, 1947 la FNSEA, la FNSEA c'est la Fédération Nationale des syndicats agricoles, des exploitants agricoles, donc des syndicats, ça a regroupé un ensemble de petits syndicats. Et après, qu'est-ce qui s'est aperçu ? Forcément, il y avait l'opposition au sein du syndicat. Donc le syndicat s'est divisé. Il y a eu

le MoDef qui s'est créé, les exploitations familiales, un petit syndicat qui a très très peu de voix aujourd'hui. Après ça, il y a eu la Confédération Péricane qui s'est créée un petit peu plus longtemps, un petit peu plus à date plus longue. Et après, en 1992, on a vu la coordination rurale qui s'est opposée à la PAC, la politique agricole commune, parce que c'était une usine à gaz. Avant, on était gérés, on était 12 pays. La CE, ça représentait 6 pays au tout début. Après ça, 12 pays. On a eu Maastricht, etc. Je ne vais pas vous refaire l'histoire. Mais donc, on a eu la coordination rurale qui s'est opposée. Après, ça a continué à se développer.

La FNSEA s'est divisée avec les jeunes agriculteurs, mais c'est une branche de la FNSEA. Résultat des courses aujourd'hui, les syndicats, la FNSEA -JA représente à peu près 40 % des mondes agricoles sur 40 000 paysans. La coordination rurale, 30%. La confédération paysanne, 13%. Et le modem de Modep, 1%, 1,5%. La coordination rurale aux dernières élections a pris des chambres. Elle a 15 % des chambres agricoles en France, en sachant que la majoritaire, c'est la FNSEA, qui a 45 % de 80... Non, je me trompe dans les chiffres, excusez-moi. Mais bon, qui est majoritaire au niveau des chambres d'agriculture. Voilà. Alors après, on a du mal, effectivement, à prendre des rendez-vous. C'est surtout la coordination rurale. qui prend le flambeau à chaque fois pour aller manifester. Mais c'est dur de rassembler des gens, surtout qu'on a des travaux qui sont saisonniers. Et donc on a beaucoup plus de temps, entre guillemets, pour les céréaliers par rapport aux éleveurs, parce que les éleveurs, matin et soir, ils sont obligés d'être dans leur élevage. Et donc pour aller manifester, c'est sûr et certain que c'est plus en hiver ou quand on n'a pas de travaux. Mais une question. Comment avoir le même combat pour des gens qui sont éleveurs et qui ont 200 bêtes et

des céréaliers qui ont des centaines et des centaines d'hectares ? Ont-ils les mêmes soucis ? Ont-ils les mêmes besoins ? Ont-ils les mêmes démarches politiques ? Comment réussir à unir tout ce monde-là qui est si différent ? Et c'est justement là où il y a le problème. On sait très bien que la FNSEA... D'abord, les syndicats, en règle générale, après les élections, ils touchent de l'argent de l'État. Donc à partir du moment où vous êtes subventionné par l'État, vous êtes pris un peu pied et main lié, vous devez faire attention à ce que vous dites et ce que vous faites. Déjà. La FNSEA, on sait très bien que c'était Chirac, c'était Sarkozy, c'était Macron depuis 10 ans. Donc ils sont plus imbriqués dans la politique actuelle. On l'a bien vu encore l'hiver dernier, où on est monté le 5 janvier avec la coordination rurale. On a monté à Paris.

Je faisais partie des gens qui ont réussi à monter à Paris avec la CR47. La CR47, c'est des gens qui sont très courageux, très combatifs. Et on les a aidés à monter et on a gagné. On a réussi à monter jusqu'à l'Arc de Triomphe. Mais il a fallu 6 heures pour monter à l'Arc de Triomphe. C'était un combat du diable. Et ils nous ont démenagés 4 heures après. Alors que la FNSEA, 3 jours après, un peu fou et furieux qu'on soit arrivé à monter nous-mêmes à Paris sans autorisation, la FNSEA,

naturellement, avec la complicité de l'État, est montée en grande pompe avec 300 tracteurs devant l'Assemblée nationale. Et on fait un barbecue devant l'Assemblée nationale. C'était une pièce montée. On voit bien que ce sont des gens qui sont achetés. Quel était le résultat de cette mobilisation ?

Résultat ? Autant d'efforts, autant d'argent consacré, autant de temps passé. Oui. C'est -à-dire que la coordination rurale a réussi à se faire entendre quand même au niveau de l'État. Puisque notre président a pu rencontrer le ministre de l'Agriculture à plusieurs reprises à ce moment-là. Et a réussi à négocier certains éléments qu'on avait demandé, certaines revendications qu'on avait. Donc on a été un petit peu entendus, mais on est sur 100 revendications. On n'en a même pas 10 % qui sont entendus. C'est ça le problème. On a aussi vécu en direct cette affaire du Mercosur, où toute l'Assemblée nationale avait voté contre le traité du Mercosur. Et bien sûr, comme nos députés ne valent plus rien au niveau européen, l'accord du Mercosur a été signé. Alors, cher André, vous qui êtes un journaliste aguerri,

qu'avez-vous à dire devant ce massacre officiel de notre agriculture sur la table de l'Europe ? Et surtout, la faible mobilisation des agriculteurs qui se font imposer aujourd'hui par l'Europe des traités qui sont là pour les faire disparaître. Bon,

permettez-moi de vous dire d'abord qu'à titre personnel, je dis ça et pour vous. C'est que j'avoue que j'ai manifesté mon mécontentement parce que ça me paraît techniquement pas très bien et pas très raisonnable de faire deux conférences en même temps avec une espèce de mur de papier entre. Je trouve ça pas très respectueux pour chacun. Ça me paraît la moindre des choses que quand on fait une conférence, on est effectivement à une véritable isolation comme il y en a dans le grand auditorium. Alors, moi, je vous dis tout ce qu'on veut. Je comprends. Je comprends. Je passe là-dessus, mais il était bon que cela fût dit. Mais tant pour le reste. Et j'ai entendu, moi, je ne suis pas un homme de terrain. Je ne présente pas, évidemment, par rapport aux autres interlocuteurs, mais j'ai suivi beaucoup la chose. Et je vais vous dire, on va replacer un peu dans l'entend général. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est extrêmement simple. On a signé le troisième, le quatrième cours du cercueil des petits agriculteurs. C'est fini. En tout cas, si ça continue comme ça, c'est fini. Qu'est-ce qui se passe exactement ? Il se passe justement, vous avez parlé du Mercosur.

Quelle extraordinaire impuissance de ce pouvoir législatif qui vote contre le Mercosur. Et ça passe crème. C'est formidable. Donc, on n'a plus de pouvoir législatif. Ce n'est pas vrai. Il n'y en a plus.

Deuxièmement, et deuxièmement, vous savez, il faut bien dire que vous en parliez, madame. Il y a la racaille d'en haut et la racaille d'en bas. Aujourd'hui, l'insécurité, vous savez ce qui se passe tous les jours, dans des villes, dans des petites villes, etc. Et là, la gendarmerie arrive, tout le monde arrive. Alors, c'est formidable. Mais il n'y a personne. Attends, touche pas. C'est tellement plus facile d'attaquer des bœufs que des narcotrafiquants. Voilà ce qui se passe. C'est tellement plus simple. Je veux dire, allons-y. Ah, quelle audace, quel courage. L'autorité de l'État est là. Mais pour regarder plus loin, il faut savoir pourquoi le Mercosur ? Pourquoi parlons aussi de l'Ukraine ? Pourquoi c'était 10 000 tonnes ? En Ukraine, aujourd'hui, ça va être 40 000 tonnes. Et vous savez qu'il y a... Vous savez que l'Ukraine, c'est 200 000 à 400 000 hectares de blé et autres. Et qui la possède ? C'est un Ukrainien qui habite Malte, qui a le monopole pratiquement du blé ukrainien. Et après, on dit, mais voilà, c'est très bien. Et on paye pour ça. On paye pour ça pendant les autres. Eh bien, écoutez, mourrez, nous ferons le reste. C'est ça qui se passe. Il faut bien voir. Et ce n'est pas seulement, vous savez, l'agriculture, c'est la pelote. On voit ce miroir et la pelote de laine. Mais en fait, derrière, tout se passe comme ça. L'agriculteur, c'est Atos qu'on vend par appartement. C'est toute l'industrie. C'est tout cela. On veut faire quoi de la France ? Et on est content, c'est très bien,

qu'à l'Arabie Saoudite, on vient faire un parc à la Disneyland.

Alors là, on est content. On est content, on est heureux. On parle. Regardez. Nous avons l'Arabie Saoudite, un parc.

Alors qu'on laisse crever les agriculteurs, les petits. Et moi, j'ai reçu, je l'ai dans mon émission, des veuves d'agriculteurs et je les ai entendus. Et vraiment, quand je les entendais, j'ai trouvé ça, mais, terrifiant. Enfin, c'est plus que terrifiant, c'est terrible. Comment on peut suicider son propre peuple, en tout cas une partie de son propre peuple, en... et ça passe crème. Et il n'y a pas de truc. Et vous parliez du Covid, mais c'est la même chose.

L'extraordinaire ingénierie sociale qui a consisté à dire « Vous allez tous mourir si vous ne faites pas ça et ça et ça. » Et on sait aujourd'hui, cinq ans après, ce qui se passe. L'une des plus grandes arnaques planétaires de ce temps. Et à un moment donné, il faut se dire « Est-ce qu'on est prêt à se faire manger à n'importe quelle sauce ? » Où y a-t-il, à un moment donné, une sauce sur laquelle on ne sera pas d'accord ? Et quand je dis « Racaille d'en bas », que ce soit l'insécurité ou autre, et « Racaille d'en haut », ce sont les gens qui décident. Parce que eux, ils sont très bien protégés. Il n'y a aucun problème. Aucun problème. Quand ça n'ira pas, on ira ailleurs. On est protégés. On est dans l'ouate. On est effectivement dans la bulle. Et là, on peut vous dire « Oui, la démocratie. Quelle démocratie ? » Vous en parliez très bien sur les pouvoirs. Quelle démocratie ? Et à ce moment-là, il y a vraiment un problème. Et moi, ce qui me... Quand on regarde avec le temps, c'est qu'en ce moment, si on regarde le monde, c'est aussi important. Nous ne sommes pas, la France, dans une espèce de bulle. On est dans l'Europe. Mais cette Europe-là, elle est devenue quoi ? Elle est devenue l'URSS. Elle se comporte comme l'URSS d'avant. C'est ça qu'il faut dire. C'est ça. Et un dissident, Vladimir Bukowski, a dit « Vous savez, vous allez vivre ce que nous, nous avons vécu. » Parce que quelque part, ces normes, ces lois faites par la Commission européenne, qui n'a jamais été élue, c'est Mme von der Leyen qui fait avec M. Bourla des Ison -Pfizer des contrats de 70 milliards. 70 milliards. Et au cas où on leur demande les contrats, on ne sait pas, non,

non, non, il ne faut pas les montrer. Mais attendez, nous sommes les représentants du peuple, disent les députés européens. Il ne faut pas les montrer. Même chose avec l'agriculture. Même chose avec l'industrie. Et après, qu'est-ce qui reste ? Et il reste qu'on peut discuter des petites histoires de Harry et Meghan qui arrivent en Angleterre. On en est là. Est-ce que c'est Closair, la politique française ? Est-ce que c'est Voici, la politique française ? C'est quoi ? Et il serait vraiment temps, il serait vraiment temps, de ce point de vue, je vous assure, et je dis ça pour vous, comme pour moi, comme tout le monde, qu'on se réveille. Parce que sinon, je vais vous dire, on finira comme les poulets de Kentucky Fried Chicken. Je ne pense pas que c'est l'un de vivre que nous souhaitons. Merci. Merci. Merci beaucoup André. Merci de ton intervention. Mais j'ai une question qui me vient tout de suite à l'esprit.

On continue à parler. On a parlé du Mercosur. Le Mercosur, on voit l'impact que ça peut avoir sur notre agriculture, sur notre alimentation. Et ce qui est le plus surprenant pour quelqu'un qui n'est pas du monde agricole mais qui est quand même consommateur, où sont les manifestations ? Où est le contre-pouvoir ? Que font les gens ? Personne ne réagit. Aujourd'hui, on a le gazoil à 2,50€. Aujourd'hui, on a les accords du Mercosur avec des poulets qui arrivent qui sont chlorés. Et l'Ukraine. Et personne ne bouge. Les gilets jaunes, les pompiers, les agriculteurs... Il y a un fil rouge à travers tout ça. Il y a un véritable fil rouge mais je veux vous dire qui, pour le moment, a gagné. C'est très clair. C'est le pouvoir. Mais pourquoi il a gagné ? Parce qu'il a trop compris. C'est quoi l'ingénierie sociale ? Il faut bien voir ça. Les gouvernements, les gouvernants aujourd'hui et comme hier, c'est pas nouveau, ce que je vous dis, c'est pas de Macron, c'est avant. Le grand monto, c'est

gouverner par la peur. Comment on fait pour vous faire taire ? On va vous faire peur. Le Covid, attention, il va y avoir 5 millions de morts. Rappelez -vous le début. Vous allez avoir des millions de cercueils un peu partout en Europe. Ça va être terrible. Ça va être ça. Alors, masquez -vous. Alors, confinez -vous. Alors, attention, attestation, etc. Et rappelez -vous, rappelez -vous que les petites filles embrassaient leur grand -mère qui était intubée. Rappelez -vous ces vidéos. Rappelez -vous Jean Castex qui disait vous allez uniquement consommer assis parce que debout, il y a le virus qui passe à 1m50. Rappelez -vous les conneries qu 'on a pu

entendre de la part de nos élus, de nos représentants politiques qui disaient des conneries monstrueuses. Il faut le dire. Alors, où on accepte de nous prendre pour des cons, et pourquoi pas ? Où à un moment donné, par le vote, par le boycott, par un certain nombre de choses, le référendum ne répond pas. Ça fait 20 ans qu 'ils ne veulent plus d 'entendre parler de référendum. Ça fait 25 ans. Ils ont vu avec la Constitution européenne. Donc, vous dites pourquoi, effectivement, il y a cette espèce de cynisme et de cette passivité. Parce que la passivité, on a vu ce qui s 'est passé avec les gynes jaunes. On a vu comment on les a écrasés. Là aussi, on était très forts. Alors là, tout le monde était là. Alors là, il y a les gilets jaunes, ça va. Ils étaient sans armée, etc. Je vais vous dire, c 'est extrêmement simple. Comparé à ce qu 'on fait contre les gilets jaunes et comparé à ce qu 'on fait sur le narcotrafic. Vous savez très bien qu 'il y a aujourd 'hui 150 zones de non -droit, complètement territoire dit perdu de la République, où il y a des frontières. On a supprimé Schengen, mais on a des frontières à l 'intérieur de la France. Vous ne pouvez pas rentrer. Parce qu 'il y a les douaniers, les choux qui attendent. Voilà. Donc, vous savez, ça revient toujours à ça. Et je reviens à ça, c 'est une question de courage. Et je vous conseille, je vous demande pour ceux qui ne l 'ont pas vu, évidemment, c 'est une minorité. Allez voir les deux films sur la bataille de Gaule. Allez voir des gens où il y avait trois pelés, deux tondus, qui sont partis en 40, qu 'on considérait comme des riens et qui, à force d 'entêtement et tout ça, ont fait que dire oui, mais la France est là. Donc, c 'est toujours pareil, vous savez, hier,

aujourd 'hui et demain. Le vrai truc, quand vous regardez les politiques, regardez -les bien, ils ont du courage ou pas. Quand vous regardez des journalistes, regardez bien la télévision, s 'ils ont le coup avec des rougeurs, c 'est qu 'ils viennent d 'enlever leurs colliers et leur laissent. Voilà, il faut être très précis et soyez le plus vigilant possible parce qu 'il y va de votre sort, il y va du sort de vos enfants et il y va de vous. Sinon, on sait ce qui arrivera. Merci, merci André. Je me retourne encore vers Adeline. Adeline, en Ariège, quand il s 'est passé ce qui s 'est passé,

ma question est de savoir pourquoi les paysans ariégeois, tous les villages aux alentours, n 'ont pas réussi à se mobiliser ou à venir défendre ou à venir manifester leur soutien aux paysans à l 'éleveur qui a été visé. Il y a eu deux interventions, donc il y a eu au bord de Surarize et à Beaulieu. Donc au bord, c 'était pour l 'abattage et à Beaulieu, la vaccination forcée. Et je pense que déjà l 'intervention qu 'il y a eu au bord de Surarize, avec des blessés, vraiment une attaque de guerre, ça refroidit quand même beaucoup de... Tout ça, pourquoi ? Pour finalement ne pas avoir eu ce qu 'on voulait.

Et à Beaulieu, on s 'est quand même mobilisés, mais c 'est tout un peu au dernier moment. Et puis toujours à 6h du matin, donc ça demande encore plus d 'organisation, de volonté. Et j 'ai l 'impression que des fois on se fait gagner par l 'impuissance acquise. C 'est donc comme les gilets jaunes, les paysans ont été matés à coup de matraque par le pouvoir public. Mais regardez à quel point c 'est vicieux, encore il y a trois jours, enfin il n 'y a pas très longtemps, chez Kyria, la table de Gaïa, sans prévenir, parce qu 'ils sont venus à 5h30, mais ils n 'ont pas prévenu. Donc en fait, ils n 'avaient pas sa bonne avocat, rien. Ils n 'ont pas laissé le choix. Ils étaient, je crois, une trentaine de gendarmes. Voilà quoi, à quel point c 'est important pour eux. Et là, encore une fois, ils ont vraiment craint une mobilisation, parce que Kyria, bien sûr, elle est très suivie. Donc ils ont dû même faire... C 'est hors

-la -loi, je veux dire, de venir avant 6h sans prévenir l'avocat. Sans avoir... Donc ils vont... Voilà, ils ont très faim, quoi.

Leur faim, justifier les moyens, peu importe. La perte derrière, l'éleveur, son expérience. Voilà, on n'est pas écouté. Donc voilà. Moi-même, quand j'étais à Beauloup, on discutait avec les gendarmes, avec la sous-préfète qui était venue pour absolument vacciner, alors qu'on était en attente du résultat du juge des référés. Donc moi, je me suis mise devant la voiture des gendarmes, voilà, tout simplement. J'étais obligée de faire obstruction avec mon corps, parce que finalement, quand on parle, on ne nous écoute pas. Mais même ça, on nous prend, on nous balance dans le fossé comme du bétail, on nous écrase. Moi, j'ai été violente, j'avais eu plein de bleus. On s'en fiche, en fait. Et franchement, ça a été vraiment traumatisant. Traumatisant, parce qu'on se demande... On peut l'applaudir, elle a eu beaucoup de courage. Elle a vécu des moments difficiles. Elle est la témoin de cette dictature. Mais derrière tout ça, excuse-moi Alexandre, je me retourne vers toi, que font les syndicats ? Les syndicats sont là pour défendre les intérêts de leurs adhérents. Aujourd'hui, on entend les témoignages qu'on a là aujourd'hui. Où sont les syndicats ? Que font les syndicats ? Ont-ils décidé d'abandonner le combat ? Non, les syndicats n'abandonnent pas le combat. Mais il faut savoir que la FNSEA, ce sont pour défendre les gros agriculteurs. On sait très bien que d'ailleurs, son président, monsieur Rousseau,

c'est le groupe CEPOL, c'est le maître de l'huile. Il a investi, d'ailleurs, on parlait du Mercosur tout à l'heure, des usines au Brésil, bien avant le Mercosur. Donc il savait déjà ce qui allait se passer. Donc lui, son intérêt, forcément, c'est l'Europe, c'est le Mercosur, c'est tous les pays qui importent du produit à pas cher pour vendre, entre guillemets, sur le territoire français de la merde. Après, on a la coordination rurale, on a la Confédération paysanne qui se retrouve assez souvent, d'ailleurs, en manifestation, parce qu'on essaye de se regrouper et ça marche très souvent. Très souvent. On essaye de soutenir les plus petites exploitations, les grosses aussi. La coordination rurale essaye de regrouper tout le monde. Mais malheureusement, il y a les éleveurs. L'agriculture, c'est très vague aussi. Il y a l'élevage, il y a les céréales, il y a le vin, il y a tout un tas de choses. Donc, ils essayent de se défendre. Mais on s'aperçoit aujourd'hui qu'il y a un glissement

vers, comment dirais-je, des accords. On retrouve un petit peu les mêmes revendications qu'à la FNSEA. Et d'ailleurs, ça, on peut peut-être le regretter, nous, au sein des Patriotes, parce que, par exemple, on demande à la coordination rurale leur position vis-à-vis de l'Europe, du Frexit, etc. Et on voit bien que ça a du mal. Ce n'est pas fédérateur. Donc, on essaye de... Au sein de la coordination rurale, il y a quand même une certaine opposition.

Et peut-être que d'ici quelques jours, d'ici quelques semaines, d'ici quelques mois, on aura peut-être la naissance d'un nouveau syndicat. On peut penser que... C'est peut-être un rêve que je fais, mais peut-être qu'il va y avoir l'union, un syndicat d'union des paysans de France, par exemple, qui se réunissent pour justement avoir tout le monde ensemble. Et surtout, le syndicat agricole, ce qui est intéressant, c'est aussi d'avoir les consommateurs avec nous. Parce qu'en réalité, le slogan de la fourche, de la ferme à la fourchette, on peut aussi l'avoir dans le syndicalisme. Parce que nous, on produit, mais vous êtes les consommateurs. Donc, essayons de faire quelque chose tous ensemble, de se regrouper, pour avoir justement plus de force, pour défendre la profession, la nourriture et la souveraineté française. Alors, je viens aujourd'hui d'un département qui s'appelle la Moselle. Et aujourd'hui, dans ce département, se tient une manifestation qui regroupe, qui s'appelle les GYM, je crois, et qui regroupe 300 ou 400 agriculteurs, céréaliers, éleveurs, viticulteurs, tout le monde rural. Et pour l'inauguration de cette manifestation, la patrouille de France est passée avec son drapeau. Merci. La ministre de la Culture était présente et était accompagnée

d'un commissaire européen. Comment, dans une manifestation paysanne aujourd'hui comme celle-là, un commissaire européen peut être accepté sans qu'il se fasse foutre dehors ? C'est la FNSEA, c'est le JIA, c'est des macronistes. Ils sont pro-européens, ils sont mondialistes et c'est un véritable scandale. Il faut choisir son camp aujourd'hui. Où on est mondialiste, où on est souverainiste. Nous ici, on est pour les souverainistes.

En fait, c'est très intéressant ce qu'on vient d'entendre, ce que nous dit monsieur le syndicaliste. C'est très intéressant parce que vous savez, en 1789, très intéressant, le clergé, la noblesse et le tiers-État. Mais c'est toujours là. Mais c'est plus que jamais là. Et dans toutes les corporations et les domaines, on dit, vous dites les agriculteurs. Non, il n'y a pas les agriculteurs, comme il n'y a pas les industriels, comme il n'y a pas les. Il y a des. Il ne faut pas employer le lait, il faut employer des. D-E-S. Pourquoi ? Parce qu'ils ont des récits complètement différents. C'est magnifique ce que vous avez rappelé en Moselle ce matin. Mais évidemment, la patrouille de France vient, c'est la cerise sur le gâteau. Voilà. On fait de la communication. On a le drapeau tricolore au-dessus du commissaire européen. Voilà. Et le drapeau du commissaire européen. C'est -à-dire, excusez-moi, je vais être extrêmement vulgaire. On vous en papaoute, mais attention, en douceur. Ce n'est plus avec des clous. C'est en douceur. On a compris. Ça s'appelle le soft power. Donc, on y va. Comme Doug le disait. Et au-delà de ça, vous savez, c'était Orwell qui disait, tous les hommes sont égaux. Mais il y a des hommes plus égaux que d'autres. On est exactement là-dedans. Et donc, c'est vrai pour l'agriculture. C'est vrai pour le reste. Et c'est vrai que... Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ? Si on regarde un grand schéma. Vous avez la noblesse capitalo-administrative. Vous avez

le clergé politico-médiatique. Et vous avez le tiers-État. Mais ce qui a réussi aujourd'hui, c'est qu'il a réussi à fissurer le tiers-État. Ce n'est plus le tiers-État qui a 200 ans ou plus. C'est un tiers-État fissuré, très bien vendillé, très bien divisé, où chacun essaye de sauver ses intérêts. Et comme vous avez dit, la FNSEA, évidemment, c'est les grosses et réalisées. Et entre autres, entre autres, bien sûr, je schématise. Mais tant qu'il n'y aura pas une espèce de prise de conscience... Et c'est vrai quand vous dites souverainiste, conglobaliste. C'est évident. Mais encore une fois, la chose la plus importante, c'est qu'il faut... Et là, ça demande non seulement de la stratégie, mais une véritable tactique. C'est que les souverainistes doivent prendre le pouvoir, comme ça s'est passé en Argentine, comme ça s'est passé au Salvador, comme ça s'est passé en Hongrie, comme ça s'est passé en Pologne. Parce que si on ne prend pas le pouvoir et qu'on fasse du tout à l'ego, on fasse des petites querelles de chapelle en disant « Oui, oui, c'est moi, c'est moi qui porte la vraie croix de Lorraine, c'est moi la vraie croix de souverainiste », ben rien. Il restera 2,5%, 3%, etc. Il faut prendre Vreïdin et se dire « Quel est notre déminateur commun ? Sur quoi on s'entend ? » Non, non, non, qu'on est différent. Sur quoi on s'entend ? Et on fait, vous vous rappelez un certain Mitterrand qui avait fait le programme commun en 1971, pardon. Et je veux dire que Mitterrand, il est communiste, il se haïssait. Il se haïssait. Et je rappelle que le Parti Socialiste

était très minoritaire par rapport au Parti Communiste. A l'époque, il y a 45 ans, 50 ans, eh ben, il a fait le programme commun, il a plumé la volaille communiste et il a fait ce qu'il a fait. Après, l'histoire jugera. Mais dites-moi, pourquoi de l'autre côté, on n'est pas capable ? Pourquoi on n'est pas foutu de se mettre ensemble, de discuter et de dire « Non, non, non, moi, c'est moi. » Les autres, on n'est pas d'accord. Et on s'envoie et on laisse faire les autres qui accusent d'extrême droite. Quand vous dites qu'un homme peut tomber enceinte, si vous n'êtes pas d'accord qu'un homme peut tomber enceinte, vous êtes d'extrême droite. Voilà, ça suffit. Il est temps maintenant de réagir et de ne pas être absolument... Ah oui, regardez, je le dis, le plus gros parti, le Rassin National, c'est fini. On a compris qu'ils sont propres sur eux. On a compris qu'ils se lavent les dents. On a compris qu'ils savent manier le couteau et la fourchette. Ça va durer combien de temps ? Cette espèce de d'app, on est apeuré, on va faire comme eux, on est bien. Et le camp du bien dit « Ah, c'est merveilleux. »

Ah, regardez, nous on est le camp du bien. Donc si vous n'êtes pas d'accord avec nous, vous êtes des salauds, des fascistes, des ceci, des cela. Mais c'est fini. Cette espèce de vocabulaire grotesque, c'est fini. Le réel est là. Il faut arrêter de suivre le narratif et s'occuper de réel. Et le réel, je vous assure, il enfonce la porte. Et c'est ça qu'il faut se dire. Et en ce moment, heureusement, dans plusieurs parties du monde, actuellement, le réel enfonce la porte et il n'était que temps.

Adeline, si tu avais un mot d'espoir à dire à nos auditeurs, quel serait-il ? D'espoir. Je n'avais pas ça en tête. Mais moi, je voulais... Comment vois-tu l'avenir ? Quand on est en Ariège, comment on voit l'avenir ? Je ne veux pas parler pour tout le monde, mais moi, j'aimerais que les gens soient motivés à se mobiliser. Et pas seulement quand on gagne la Coupe du Monde ou quelque chose. Je veux dire, on est tous capables de se mobiliser.

Et franchement, c'est ça qui me rend triste. J'ai l'impression que les gens sont devant la télé, sont lobotomisés. On ne parle pas à son voisin. Voilà. C'est ça qui me rend triste. Mais j'espère que des réunions comme on fait actuellement donneront de l'entrain, de la solidarité. Et aller voir les deux films sur De Gaulle. Parce que là, on voit que peut-être qu'on se sent impuissant. Mais il y a déjà eu des situations bien plus catastrophiques. Et si on est solidaires, qu'on communique et qu'on n'est pas égoïste, qu'on ne magise pas juste parce que je suis agriculteur ou juste parce que je suis professeur ou parce qu'on se sent concerné, et bien là, moi, j'aurais espoir de faire changer l'avenir et le sort de la France. Parce que ça me fait mal au cœur. J'ai peur que l'identité de la France soit changée à travers son agriculture qui est changée. C'est le patrimoine. Je veux dire, quand on vient en arrière, j'ai l'habitude de voir les vaches dans les champs. Là, on les abat au bénéfice d'entreprises qui en vont enfermer. On ne voit plus rien. C'est triste, en fait. Donc j'espère que les gens se réunissent, communiquent et se donnent l'élan de se mobiliser ensemble. Et pas seulement quand ils sont concernés de près. Merci. Merci pour ton témoignage. Merci. Alexandre, si tu devais porter une conclusion.

Ah !

Un mot d'espoir.

Alors, il y a quelques années, je disais « la France est morte » que les Français ne le savent pas encore.

Voyez l'espoir. Aujourd'hui, on est à une échéance primordiale pour moi. Si on n'est pas capable, si nous tous, on n'est pas capable de se réunir tous,

les patriotes, les souverainistes, et d'asseoir certains égaux pour trouver un leader pour ces futures élections,

ça va être très, très compliqué pour nous. Et je pense qu'il va falloir se battre, se battre très fort. Les leaders, on les a. On en a. On a Florian. D'ailleurs, on peut saluer le travail de Florian. On peut l'applaudir. Toujours à la recherche de l'Union. Aujourd'hui, cette manifestation prouve à quel point les patriotes ouvrent leurs portes et accueillent des gens de toute partie, de toute la grande famille souverainiste. Et ce travail, il le fait aussi depuis des mois et des années dans ces manifestations, où il donne la parole à tous ceux qui veulent bien prendre le micro pour défendre les intérêts des Français. C'est aujourd'hui une reconnaissance. Et on peut encore une fois de plus l'applaudir. Oui, bravo, Florian. La route va être encore très longue.

La route pour les patriotes va être encore très longue. Il faut se réunir. Il y a énormément de travail pour que Florian soit aux élections présidentielles. Et il faut tous se mobiliser pour déjà essayer d

'avoir les 500 signatures. Donc tout le monde doit aller frapper aux portes des maires pour essayer d'obtenir ces fameuses signatures qui sont un petit peu aberrants. Mais bon, on ne va pas en revenir là -dessus pour l'instant. Mais donc, et puis, qui sait, peut-être que M. De Villiers, Philippe De Villiers, qui peut-être rejoindra aussi notre parti, les souverainistes.

On l'espère de tout cœur, en tout cas. Et il va falloir de toute façon se battre. Sinon, après, il faudra encore reprendre notre patron de pèlerin. Et surtout, comme disait tout à l'heure ce matin mon ami Pierre Marcadal, Il faut pas avoir peur. Il faut pas avoir peur de se battre. Effectivement, l'État, on connaît bien leur programme, c'est fort avec les faibles et faible avec les forts. Mais il faut se battre. Il faut se battre. Quoi qu'il advienne, il faut se battre. Il faut pas avoir peur. Il faut pas avoir peur d'aller manifester. Il faut pas avoir peur d'aller en garde à vue. Il faut pas avoir peur d'avoir des amendes. Comme disait Pierre -Guillaume ce matin, les prisons de toute façon sont pleines. Donc ils en monteront pas plus.

Mais il faut aussi savoir être pacifiste. Manifester pacifiquement, c'est très important aussi. Donc voilà. C'est le seul message que j'ai à dire. Il faut se battre quand même et avoir espoir. Mais c'est vrai qu'il y a des fois où c'est compliqué. Merci. Merci Alexandre. Anne -Marie.

On va être obligé.

J'entends bien. J'entends bien. Monsieur m'interpelle sur le rôle des restaurateurs qui devraient aussi prendre part au combat de notre souveraineté alimentaire. Parce que la souveraineté alimentaire, bien évidemment, ça passe d'abord par la souveraineté de notre pays.

C'est pour ça que tout à l'heure, j'évoquais dans mon imaginaire peut-être encore un nouveau syndicat. Peut-être, pourquoi pas. Mais surtout, une branche qui regroupe tous les consommateurs, tous les professionnels pour qu'on soit tous unis, pour essayer de se battre justement contre tout ça. Mais il y a énormément. Il y a les transporteurs. Il y a toutes les corporations qui sont autour. Donc voilà.

Anne -Marie, je vais te donner le micro pour le mot de la fin. C'est toi qui vas conclure cette table ronde. Donc toi aussi, je compte sur toi pour nous donner quand même un petit peu d'espoir dans ce monde si dur. Oui, merci Eric. Oui, alors bon, moi, j'avais 10 ans quand mes parents ont quitté le monde agricole. Donc ce n'est pas ce qui m'a donné l'expérience. Mais par contre, en tant que référente nationale des patriotes à l'agriculture, bon, j'ai quand même rencontré pas mal de paysans. Et il y a des choses que je peux voir. Donc les solutions, ce ne sont pas exactement des solutions, ce sont des conditions sine qua non pour que les batailles des paysans aient quelques chances d'être couronnées de succès. La première condition sine qua non que je vois, c'est déjà la solidarité au sein de la profession elle-même.

Vous avez souvenir que du temps de nos grands -parents à la campagne, les paysans s'entraidaient pour les moissons, pour les vendanges, pour les récoltes, etc. Et puis ça se terminait par un bon repas et ça resserrait les liens entre les agriculteurs. Bon, aujourd'hui, le monde a changé et l'Union européenne, par le biais de la politique agricole commune, elle a mis la concurrence déloyale à nos paysans et du coup, leurs revenus baissent d'année en année. Et pour compenser cette baisse des revenus, pour eux, il n'y a qu'une solution, c'est de produire davantage. Et pour produire davantage, il faut davantage de terre, ce qui fait que lorsqu'un paysan, pour une raison ou une autre, met la clé sous la porte, eh bien, pour les paysans du voisinage, c'est parfois une aubaine. Et tout cela ne favorise évidemment pas un esprit de solidarité entre eux. Malgré tout, il va falloir retrouver ce chemin de la solidarité si on veut que les luttes aient quelque chance d'être victorieuses. Et c'est tout à fait possible, sans remonter jusqu'à nos grands -parents. Pourquoi, encore aujourd'hui, dans

certaines régions de France, cette solidarité existe ? Je vais prendre l'exemple du Pays Basque. Chez les éleveurs de brebis, quand un éleveur est victime de la FCO, vous savez, la fièvre cataralovine, et que son

troupeau est abattu, les autres éleveurs lui donnent chacun une brebis pour l'aider à reconstituer son troupeau. Alors vous allez me dire qu'une brebis, ce n'est pas une vache, une vache, ça coûte plus cher. Bon, d'accord. Mais c'est le principe de solidarité qu'il faut retenir. Après, les modalités, c'est chacun qui les voit en fonction de la région, en fonction de plein de choses.

Donc, le chemin de la solidarité dont nous a écarté l'Union européenne, il va falloir y revenir. La seconde condition sine qua non, c'est de pratiquer la convergence des luttes. On voit bien en ce moment qu'il y a plein de professions qui sont menacées. On a vu cet été -là avec les pompiers, avec les incendies de cet été. Ils sont très en colère, ils vont manifester, leur colère va se manifester pendant des semaines. Ils sont fermes dans leur lutte. Eh bien, c'est le moment ou jamais pour les paysans d'agréger leur lutte avec celle des pompiers. Mais pas seulement. Il y a d'autres professions. On pense aux chauffeurs routiers. On pense surtout aux marins pêcheurs. Vous savez, l'an dernier, à cette même table ronde, nous avions un patron pêcheur. Eh bien, les problèmes sont exactement les mêmes. Je ne vais pas vous les résumer ici. Mais il faut agréger la lutte des paysans avec celle des marins pêcheurs. Mais aussi avec les chauffeurs routiers, avec les taxis, etc. Donc, cette solidarité, si vous voulez, l'obstacle, malheureusement, c'est le corporatisme que l'on retrouve, non pas chez les paysans eux-mêmes, mais dans les directions syndicales. Et c'est là que moi, je constate, pas tous les jours, mais presque, la différence qu'il existe entre les paysans de la base et les paysans, les responsables de la

direction, y compris au niveau départemental. Et donc, les paysans ont massivement pris conscience qu'il fallait sortir de l'Union européenne. C'est une des catégories de Français qui sont le plus conscients de cela et qui sont le plus hostiles à l'Union européenne. Bien que les Français eux-mêmes ont fait de gros progrès, puisque vous avez vu, d'après un sondage récent, il y a 54 % des Français quand même qui souhaitent en sortir. Donc, c'est un énorme, énorme progrès. Comme en 2005. Comme en 2005.

Donc, voilà. Cette convergence des luttes, on ne pourra pas en faire l'économie, parce que l'Union fait la force et que si on n'agrége pas notre colère à celle de toutes les professions qui vont se mettre... Alors, les directions syndicales, c'est simple. Une semaine, il va y avoir les pêcheurs, une semaine, les paysans. Le mois suivant, ça va être les chauffeurs routiers qui feront des blocages. Et puis, finalement, jamais ensemble. Et donc, c'est comme ça qu'évidemment, par la division, le pouvoir reste le plus fort. Donc là, il va falloir retrouver le chemin de cette solidarité interprofessionnelle.

Donc, la troisième condition sine qua non, si on veut que ces luttes soient victorieuses, c'est de faire appel au soutien. C'est ce qui ressort de tout ce que vous avez dit, là, tous. De faire appel au soutien des citoyens. Parce qu'après tout, nous tous, citoyens, ici, nous sommes des consommateurs. Et nous avons tous intérêt à continuer, afin d'avoir une nourriture abondante et de bonne qualité, à avoir notre souveraineté alimentaire, à la conserver et à la récupérer. Parce que vous savez qu'à l'heure actuelle, elle s'est complètement effondrée.

Nous importons aujourd'hui la moitié de ce que nous mangeons. Alors que nous étions une grande puissance agricole qui se suffisait à elle-même. Donc, si on veut véritablement récupérer notre souveraineté agricole, il va falloir que les citoyens s'y mettent. Alors là, moi, je constate vraiment de gros progrès dans la population. Un soutien quand il y a eu les luttes des paysans. On le voyait sur les réseaux sociaux, on le voyait un petit peu partout, que les Français, en fait, sont de sur avec

leurs paysans. Même si après, ils ne passent pas à l'acte.

Malgré tout, quand il y a eu des blocages sur les ronds-points, quand il y a eu des convois, quand il y a eu les abattages dans les fermes, on a bien vu qu'il y avait beaucoup de gens pour aller soutenir nos paysans. Et nous en étions tous, chacun à notre manière. Et d'ailleurs, à ce propos, je dois féliciter les patriotes qui ont pris une part très active dans le soutien aux luttes des paysans. Eh bien, il va falloir renforcer cela, parce que sinon, c'est sûr que l'espoir, on le voit très loin. Donc, il y a ces... Moi, je voudrais quand même rappeler une chose. Dans les années 90, quand il y a eu, Alexandre, l'affaire des quotas laitiers, eh bien, je me souviens qu'à l'époque, il y avait des paysans qui faisaient des éleveurs, qui faisaient irruption dans les grandes surfaces, et qui prenaient une bouteille de lait sur les rayons, et qui allaient voir les clients, et qui leur disaient, regardez, moi, mon prix de revient pour ce litre de lait, c'est temps. Moi, on me l'achète à tel prix. Et regardez-vous à quel prix on vous le revend. Eh bien, ils discutaient avec les clients, et du coup, les clients comprenaient l'injustice, et du coup, il y avait une solidarité qui se faisait concrète, quoi, si vous voulez. Ils comprenaient que leur cause était liée. Et ça, il faudrait retrouver le chemin de cette...

de... de... de ce retour vers les sources qui est de s'adresser à la population pour soutenir les paysans, parce qu'ils sont de moins en moins nombreux, et si on ne les soutient pas, ils vont être très mal.

Et donc là aussi, je me rends compte que les directions syndicales sont quand même assez hostiles. Quand on leur dit « prévenez-nous quand vous faites un blocage, prévenez-nous quand vous faites un convoi ». On sent qu'ils n'y tiennent pas trop. Eh bien, il va falloir passer par-dessus leur dos, s'ils ne veulent pas le faire. Il faudra que ça soit la base qui le fasse.

Et pardon, excusez-moi, juste je termine. Même si ces trois conditions sont réunies, donc la solidarité interne à la profession, la convergence des luttes, l'appel au soutien des citoyens, eh bien il est bien évident que les paysans pourront gagner des batailles. Ils pourront faire reculer le gouvernement sur des projets.

Mais par contre, ce qu'ils ne pourront pas faire, c'est de gagner la guerre. Ils gagneront des batailles, ils ne gagneront pas la guerre. Parce que la guerre, c'est une guerre d'usure que l'Union européenne leur mène. N'oublions jamais que l'Union européenne, son objectif, est de faire disparaître la paysannerie. On l'oublie un peu trop souvent dans le cadre du pacte vert européen. Eh bien, l'Union européenne impose à la France de liquider, je dis bien liquider, 25 % de son cheptel bovin de lait, une vache sur 4, et 33 % de son cheptel bovin de viande, une vache sur 3.

Ces pourcentages-là, on ne les connaît pas assez. Il faut absolument les dire, les répéter, en parler à tout le monde, parce que je crois que tout le monde a intérêt à ce que ça n'arrive pas.

Et donc, eh bien, l'Union européenne, vous savez, on ne la fera pas plier, contrairement à ce que prétendent certains. L'Union européenne, elle a un objectif, elle le remplira. Et faire croire aux paysans qu'on pourrait, bon, changer l'UE, etc., ça s'appelle de la duplicité, parce qu'ils savent très bien que c'est impossible, parce que l'Union européenne, c'est avant tout le mondialisme et la liberté des échanges.

Et donc, la seule solution, eh bien, c'est celle que prônent les patriotes, c'est celle pour laquelle Florian Philippot nous a tous rassemblés ici aujourd'hui, c'est de faire le Frexit. Bravo ! Frexit ! Le mot Frexit était lâché. Et à ce sujet, je vais faire un petit peu de publicité.

notre camarade ici présent, Éric Villen, a écrit un livre, un plaidoyer pour la sortie de l'UE. Donc voilà,

vous le trouverez là, sur les stands. Merci, merci beaucoup. Encore un petit mot, avant de ce qu'il y a. Juste un mot, et rapide. Je vais vous dire, à part, je ne sais pas ce qui va se passer dans les élections, la convergence des luttes, mais vous avez dit très très bien, vous avez donné les trois conditions sine qua non. Sauf que ces conditions sine qua non, tant que l'UE sera là, elles ne seront pas. Elles ne l'auront pas. Il n'y aura pas de conditions sine qua non tant que l'UE sera là. Si on ne sort pas de l'UE, on ne sort pas de l'euro, il n'y aura rien. Pourquoi ? En 1958, la France était dans un état pas possible. De Gaulle, qu'est-ce qu'il a fait ? Première chose, dévaluation du franc de 40%. Aujourd'hui, on dévalue l'euro comment ? C'était terminé. Et vous savez quel va être le gros facteur qui va jouer au temps ? Là, ce n'est pas intérieur, et c'est très bien tout ce que vous avez dit, et vous aussi, sur la mobilisation. Mais vous savez ce qui va être le gros facteur, qui va foutre beaucoup de choses en l'air ? Eh bien, c'est la dette. Eh bien, c'est ce qui va se passer. Quand la France va être en observation, elle l'est déjà. Je ne dis pas que ce sera comme la Grèce et autres. Quand on sait aujourd'hui que les Pays-Bas, qui font partie de l'Union Perenne comme nous, empruntent aujourd'hui à 3,4%, et les Français empruntent à 4,7 % la France. Et demain, 7,9%. Exactement. Et quand vous savez que la dette française appartient à 57 % aux

investisseurs étrangers, et vous croyez que les investisseurs étrangers, ils s'en foutent. Eux, ils veulent savoir s'il y a un retour sur investissement, et s'il n'y a pas de retour, c'est en France. Et là, je vais vous dire, la vraie question est de savoir, ce serait difficile, est-ce que la crise, parce que la crise, elle est là, et ce moment interviendra avant les élections présidentielles ou après, personnellement, malheureusement, je crois que c'est après. Mais, il faut bien comprendre qu'aujourd'hui, on n'a même plus le choix. C'est-à-dire que tant qu'on reste, et vous l'avez dit, dans les raies de cette pieuvre qui s'appelle l'Union Européenne, qui n'a pas été faite pour l'Europe, pour les racines de l'Europe, elle a été faite pour le fric, et pour l'Allemagne. Et c'est aujourd'hui, un parti qui vient de garder les élections, je ne fais pas de jugement, l'AFD, qui va dire que la première chose qu'ils feront, si un jour ils sont au pouvoir, ils quittent l'Union Européenne dans les 24 heures. Et si l'Allemagne quitte l'Union Européenne, qu'est-ce qui arrive ? C'est fini. Donc, il faut bien comprendre que c'est là que ça se passe. Le mot de la fin et le mot de l'espoir, c'est Frexit. Je vous remercie à tous de votre attention.

Tous derrière Florian pour les élections, et vive le Frexit ! Et vive les patriotes ! Merci beaucoup !